



Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 23

"AYA Info" peut être consulté sur le site Internet : <http://www.terrabrasilis.ch> > Aya Info

Triste bilan, 76 indigènes ont été assassinés en 2007

Le Conseil Indigéniste Missionnaire – CIMI, sur la base des informations fournies par la presse et les communautés indigènes, a recensé 76 assassinats d'indigènes au Brésil en 2007. C'est le nombre le plus élevé qu'il ait enregistré depuis qu'il fait cette statistique. Les assassinats ont été particulièrement nombreux dans l'Etat du Mato Grosso do Sul où les victimes sont principalement des Indiens Guarani. Pour le CIMI, la principale raison de l'augmentation de la violence, parfois entre indiens, est à rechercher dans le confinement auquel les Guarani sont soumis. Les conflits avec les grands "fazendeiros" restent également une cause de violence. En avril prochain, le CIMI diffusera un rapport complet sur les violences commises contre les Peuples indigènes du Brésil.

Pour en savoir plus (en portugais) :

<http://www.cimi.org.br/?system=news&action=read&id=2964&eid=257>

Rio São Francisco : l'armée a repris les travaux de transposition*

Lundi 7 janvier, l'armée a repris ses travaux pour la transposition du Rio São Francisco, un méga projet controversé de 4,9 milliards de Reais (près de 2,8 milliards de dollars US) qui devrait être terminé en 2017. Les mouvements sociaux et les communautés indigènes (vingt-deux peuples concernés) sont défavorables à ce projet, ils demandent la revitalisation du fleuve. Dom Luiz Cappio, évêque franciscain de Barra (Etat de Bahia) a fait une grève de la faim entre le 27 novembre et le 20 décembre 2007 pour protester contre l'absence de débat démocratique à propos de ce projet.

Source : "O Estado de São Paulo" du 8 janvier 2008.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.umavidapelavida.com.br/>

*Voir "AYA Info" Nos 21 et 22

Les Cinta Larga et les diamants de la TI Roosevelt

La Terre Indigène (TI) Roosevelt du Peuple Cinta Larga a une superficie de 2'300 km². Elle est située sur les deux États de Rondônia et Mato Grosso. Un gisement de diamants a été découvert depuis plusieurs années dans le lit d'un "igarapé" (une petite rivière). Les pierres précieuses sont à l'origine de conflits entre les indigènes et les "garimpeiros" (les chercheurs de diamants). En avril 2004, vingt-neuf de ces derniers sont morts dans l'un ces conflits les plus violents. Du 8 au 11 décembre 2007, les Indiens ont retenu un groupe de cinq personnes venues enquêter sur leur situation. Dans ce groupe se trouvaient un Procureur de la République et David Martins Castro, un délégué du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme à Genève. C'est le président de la FUNAI qui est allé négocier leur "libération". À ce dernier, les Indiens ont demandé la fin de l'exploitation illégale des diamants par les garimpeiros, le retrait des agents de la Police Fédérale placés aux barrières d'accès aux villages et la mise en œuvre de projets de développement soutenable susceptibles d'améliorer l'existence de la population indigène. Le 21 décembre, selon le quotidien "O Estado de São Paulo", les Cinta Larga ont décidé d'expulser les garimpeiros de leur TI. Selon le journaliste qui a enquêté dans la région, les garimpeiros seraient près de quatre cents.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.socioambiental.org> > Terras Indígenas > TI Roosevelt (historique récent) & Povos Indígenas > Cinta Larga (historique plus ancien)

Le Ministère Public Fédéral est aussi une source de renseignements sur les Peuples indigènes

La Constitution de 1988 définit les fonctions institutionnelles du Ministère Public Fédéral – MPF. Parmi celles-ci on trouve à l'article 129 la "défense des droits et intérêts des populations indigènes". La "6^e Chambre de coordination et de révision" est un organe sectoriel des Procureurs de la République sur les thèmes relatifs aux Peuples indigènes et autres minorités ethniques. Sur son site Internet, on trouve de nombreux documents de caractère juridique essentiellement nationaux, mais aussi

internationaux. Elle publie de nombreuses informations – souvent des articles de presse – dans son bulletin de nouvelles "Clipping" sur le site.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://ccr6.pgr.mpf.gov.br/>

Bientôt un Registre civil des naissances pour les Peuples Indigènes ?

Le nom indien donné à un enfant indigène a une signification, une valeur culturelle indéniable. Cependant, pour un père ou une mère indigènes, inscrire son enfant sous son nom ethnique ne va pas toujours de soi. A cela plusieurs raisons, par exemple le manque de formation des agents chargés de l'enregistrement qui proposent ou imposent un autre nom; ou la barrière linguistique due à l'absence de graphie pour transcrire en portugais un nom d'une langue indigène. Ces difficultés aboutissent à une discrimination incompatible avec la Constitution ou la Convention 169 de l'OIT souscrite par le Brésil. Une enquête réalisée récemment dans les communautés indigènes montre l'intérêt de celles-ci pour cette question. Cette enquête entre dans le cadre d'un projet-pilote conduit essentiellement dans l'Etat d'Amazonas par l'association "Projet Rondon" et le Secrétariat Spécial des Droits Humains - SEDH de la Présidence de la République avec la collaboration des organisations indigènes dont la COIAB*. Un rapport devrait être présenté aux pouvoirs publics en avril prochain. Ce projet devrait aboutir à la mise en place d'un Registre civil des naissances des Peuples Indigènes.

* Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne

Pour en savoir plus (en portugais) : http://www.projetorondon.org.br/index.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=2&Itemid=7

Controverses au sujet de la santé dans la Terre Indigène (TI) Yanomami

Par deux fois en quelques jours, le problème de la santé dans la TI Yanomami a provoqué la controverse. Ce sont tout d'abord les ex-employés de la Fondation de l'Université de Brasilia - FUB* qui travaillaient dans le service de santé de la TI Yanomami qui ont remis un rapport au quotidien "Folha de Boa Vista". Dans ce document, ils dénoncent les conditions de travail et le mauvais état des équipements dans certains centres de santé. Selon eux, la situation est grave. Questionnée par le journal, la coordinatrice du District sanitaire Yanomami de la Fondation nationale de la santé – FUNASA, s'explique sur les modalités de travail des agents de santé et l'état des équipements. Elle estime que la structure du service est adéquate. Cette conclusion est contestée par Anselmo Xiropino, un leader Yanomami qui affirme que la situation de la santé dans la TI Yanomami est mauvaise, notamment sur le front du paludisme. La coordinatrice affirme tout faire pour contrôler la situation. Cette controverse ne concerne pas la partie de la TI Yanomami de l'Etat d'Amazonas où travaille la SECOYA qui s'apprêterait à prendre la relève de la FUB.

* La FUB et la FUNASA étaient liées par une convention pour assurer le système de santé dans la partie de la TI Yanomami se trouvant dans l'Etat de Roraima. Cette convention n'a pas été renouvelée en octobre 2007. Plusieurs centaines d'employés se sont retrouvés sans travail. Voir "AYA Info" Nos 18 et 19.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.folhabv.com.br> (éditions des 10 et 12 janvier 2008 dans la partie "Cidades" et du 16 janvier dans la partie "Política").

Terre Indigène Raposa Serra do Sol : un incident oppose touristes et indigènes

Le lac Caracaranã est situé au nord-est de la Terre Indigène Raposa Serra do Sol (TI RSS) dans la Municipalité de Normandia. C'est un lieu fréquenté par les touristes qui entrent illégalement dans TI RSS. Les Indiens se plaignent du comportement de ces visiteurs à leur égard. Samedi matin 12 janvier, les Indiens ont organisé une action de surveillance sur la route qui conduit au lac. Un incident est survenu dans le courant de la matinée au cours duquel un touriste affirme avoir été blessé à l'épaule par une flèche. Appelées à l'aide, les forces de l'ordre sont intervenues. Un leader indigène a été arrêté pour port d'arme. Le Conseil Indigéniste Missionnaire – CIMI a publié une note affirmant le droit des Indiens sur leur Terre. Le Conseil Indigène de Roraima – CIR a dénoncé l'arrestation du leader qui est en liberté provisoire depuis ce 17 janvier. Il a aussi dénoncé l'attitude du gouvernement brésilien auprès du CERD*. La TI RSS, démarquée en 2005, est le théâtre de nombreux incidents.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.cir.org.br/noticias.php?id=470>,

<http://www.cimi.org.br/?system=news&action=read&id=2973&eid=357>,

<http://www.folhabv.com.br> (éditions des 14 et 15 janvier)

* Comité pour l'élimination des discriminations raciales du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU/Genève

Bernard Comoli (avec l'aide de Fátima Cilene de Souza)